

MAITRE D'OUVRAGE:

CPAM DORDOGNE

24000 - PERIGUEUX

CPAM Périgueux - CES

81 Rue Claude Bernard

24000 - PERIGUEUX

C. C. T. P

Lot N°04 FAIENCE

Sarl LINE
CRÉPIN
Architecte DPLG



Architecte
LINE CREPIN Architecte
13 rue Mirabeau
24000 - PERIGUEUX
Tel : 05 53 09 52 03 - Email : line.crepin.l@wanadoo.fr

Sommaire

04.01 SPECIFICATIONS GENERALES 3

04.01.01 Objet du marché 3

04.01.02 Nature du marché 3

04.01.03 Connaissance des lieux 3

04.01.04 Connaissance du projet 3

04.01.05 Réglementation sur l’hygiène et la sécurité 4

04.01.06 Dispositions générales 4

04.01.07 Sécurité 4

04.01.08 Dossier des ouvrages exécutés 4

04.02 GENERALITES DE REVETEMENTS MURAUX 5

04.02.01 Normes et DTU 5

04.02.02 Conditions générales d'exécution 5

04.02.03 Réception des supports 5

04.02.04 Compte prorata 5

04.02.05 Nettoyage 5

04.02.06 Règles de pose 6

04.03 DESCRIPTIONS DES OUVRAGES 6

04.03.01 Installation de chantier 6

04.03.01.01 Installation de chantier 6

04.03.01.02 Compte prorata 6

04.03.01.03 Nettoyage journalier 6

04.03.01.04 Évacuation des déblais 6

04.03.02 Faïence 6

04.03.02.01 Système de protection à l'eau sous faïence (SPEC) 6

04.03.02.02 Faïence 7

04.03.02.03 Calfeutrement 7

04.01 SPECIFICATIONS GENERALES

04.01.01 Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux du Lot : FAIENCE du projet « CPAM Périgueux - CES »

Lieu du chantier :

81 Rue Claude Bernard
24000 PERIGUEUX

04.01.02 Nature du marché

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

Le présent document définit les principales caractéristiques et contraintes intéressant les travaux et il reste entendu que l'entrepreneur doit prévoir dans son prix toutes les sujétions nécessaires au parfait et complet achèvement des travaux dans la limite des prestations définies au présent dossier.

L'entrepreneur est réputé avoir visité les lieux et avoir analysé le dossier « FAIENCE » avant la remise de sa proposition de prix afin d'apprécier au plus juste l'étendue des travaux à prévoir.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

04.01.03 Connaissance des lieux

L'entrepreneur devra avoir pris connaissance des lieux et de l'édifice, et il ne pourra élever aucune réclamation ou demander un supplément quelconque pour les difficultés inhérentes à l'édifice, telles que stationnement, accès, circulation ou autres.

L'entreprise chargée d'exécuter les prestations incluses au présent chapitre doit s'assurer de l'état des bâtiments existants, fera son affaire de toutes les investigations nécessaires à l'estimation des travaux décrits ci-après.

La description des ouvrages correspond à une obligation de résultats par comparaison des plans état existant et état futur, tous les moyens à prévoir (responsabilité de l'entreprise) sont à prévoir sans que l'entreprise puisse se prévaloir à l'exécution d'une méconnaissance des lieux, des conditions d'exécution ou d'une incompréhension sur la nature des travaux à exécuter.

L'entreprise devra signaler au Maître d'œuvre tous points litigieux AVANT la remise de son offre sans quoi il sera considéré de droit que l'état à obtenir sera atteint et accepté par l'entreprise.

Ainsi la visite des lieux, le repérage des structures, les investigations relatives aux conditions de réalisation des travaux (mitoyenneté, servitudes, démarches auprès des services communaux pour emprises et droits de voirie etc..) font partie intégrante de la prestation et sont du ressort EXCLUSIF de l'entreprise chargée des travaux.

04.01.04 Connaissance du projet

L'entreprise devra prendre une complète connaissance des plans, coupes, élévations ainsi que du présent cahier des clauses techniques particulières.

Les plans et le C.C.T.P. ont pour but de renseigner, d'une manière générale, les soumissionnaires sur la nature et les dimensions des ouvrages à réaliser.

Toutefois, il est précisé que les plans et descriptions n'ont aucun caractère limitatif, et que l'entreprise sera tenue de compléter elle-même et de prévoir pour l'établissement de son offre, tout ce qui doit entrer normalement comme travaux afin que ceux-ci soient réalisés conformément aux règles de l'art.

De ce fait, le soumissionnaire ne pourra, en aucun cas, arguer d'erreurs ou d'omissions sur les plans ou le C.C.T.P. pour demander un supplément quelconque sur le montant de son offre.

04.01.05 Réglementation sur l'hygiène et la sécurité

Les entreprises devront lors du chiffrage de leurs offres, prendre en compte toutes les réglementations en vigueur, concernant *l'hygiène et la sécurité à savoir en outre :*

- Décret n° 65-48 de janvier 1965 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (tiré II - Hygiène et sécurité des travailleurs), et ses circulaires d'application.
- Loi n° 93-1418 du 31.12.93 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la Directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92-57 en date du 24.06.92.
- Décret n°94-1159 du 26.12.94 et circulaire DRT n°96.5 du 10.04.96, relatifs à la coordination hygiène et sécurité des travailleurs sur les chantiers de bâtiment et de Génie Civil.

04.01.06 Dispositions générales

Les travaux seront réalisés conformément aux règles de l'art et suivant les prescriptions particulières.

L'offre souscrite comporte l'obligation pour l'entrepreneur, de se conformer aux normes françaises homologuées et règlements en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix. En cas de modifications de ces normes ou des règlements en cours de chantier, l'entrepreneur devra recueillir du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre, toutes instructions utiles.

Le CCTP souligne la nécessité, pour différents postes, d'une production par l'entrepreneur de fiches techniques relatives aux matériaux et techniques mis en œuvre. La demande, qui sera rappelée par le Maître d'Oeuvre sur le chantier, devra être suivie d'effet dans les 8 jours suivant sa notification dans un compte-rendu de réunion de chantier sous peine de pénalités. Les documents seront remis en version dématérialisée.

04.01.07 Sécurité

L'entreprise devra se prémunir par le biais d'assurances appropriées, contre la responsabilité lui incombant par suite de vol, d'accident, d'incendie, dont son personnel ou ses installations pourraient être la cause directe ou indirecte.

Avant d'entreprendre les travaux par points chauds (soudure, etc.), l'entreprise devra obtenir un permis de "feu" signé du Maître d'Oeuvre. Elle s'engage à se conformer en tous points aux obligations de protection contre l'incendie, qui lui seront imposées.

Dans quelles que ce soient les parties, l'interdiction de fumer est absolue.

Il est fait obligation à l'entreprise de disposer sur le chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie.

04.01.08 Dossier des ouvrages exécutés

L'entrepreneur titulaire de chacun des lots devra établir, lors des opérations préalables à la réception, un dossier des ouvrages exécutés, en version dématérialisée, contenant les éléments suivants :

- Un relevé photographique avant et après travaux.
- L'établissement de tous les plans d'exécution et de récolement détaillés des ouvrages.
- Les notes de calculs détaillées.
- Les fiches descriptives des matériaux et des techniques mis en œuvre.
- Rapports de laboratoire d'essais sur les produits employés.
- Les notices d'utilisation et d'entretien.
- Les renseignements nécessaires à tous les autres Corps d'Etat.
- Tout autre plan qui dérogerait au dossier Marché.

04.02 GENERALITES DE REVETEMENTS MURAUX

04.02.01 Normes et DTU

Les travaux du présent corps d'état devront répondre aux prescriptions techniques suivantes :

- A tous les DTU (Documents Techniques Unifiés) additifs et errata en vigueur à la date de remise des offres. Ils devront être conformes en particulier aux Cahiers des Charges de revêtements muraux scellés ou collés applicables aux locaux d'habitation DTU 52.1.
- A toutes les règles de calcul DTU en vigueur à la date de remise des offres.
- A toutes les normes en vigueur à la date de remise des offres. Ils seront en particulier conformes aux normes et règlements publiés au R.E.E.F. 58 mis à jour, notamment de l'arrêté du 14.06.1969 (Ministère de l'Equipement) concernant l'isolation acoustique, et norme S.31.002 concernant les essais.
- A toutes les publications du C.S.T.B. en vigueur à la date de remise des offres, en particulier aux fiches d'agrément (ou avis techniques) CSTB concernant les matériaux et procédés non traditionnels.
- A l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié en août 1986 "SECURITE INCENDIE" et l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours concernant le permis de construire de l'opération.

04.02.02 Conditions générales d'exécution

D'une manière générale les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions des documents de référence, sauf si les spécifications particulières du présent document y apportent explicitement dérogation.

Le titulaire du présent lot doit se faire confirmer par les différentes entreprises que les fourreaux destinés au passage des canalisations, ou à défaut, les tuyaux eux-même, sont tous mis en place. Aucun ouvrage ne pourra être entrepris si cette condition n'est remplie.

Les échantillons de carrelage devront être soumis à l'architecte pour accord, avant le démarrage du chantier.

04.02.03 Réception des supports

L'entrepreneur réceptionnera ceux-ci avant le démarrage de ses travaux. Le fait d'avoir exécuté les travaux de son lot, constituera une acceptation sans réserve des supports livrés par l'entrepreneur du lot Gros Œuvre ou du lot Plâtrerie.

04.02.04 Compte prorata

Une convention inter-entreprise sera mise en place pour les dépenses communes à la vie du chantier.

La convention sera du type AFNOR : norme NF P 03-001, annexes A, B et C.

Le contrôle des dépenses sera assuré par l'entrepreneur du lot principal, soit le lot **Plâtrerie - Cloisons modulables**.

Le gestionnaire du compte prorata sera rémunéré selon un % calculé sur l'assiette des dépenses figurant dans le compte prorata (la norme NFP 003-001 prévoit en cas de silence des parties 8 %).

Seront compris dans les dépenses communes :

- les dépenses de gardiennage si nécessaire.
- les dépenses liées à la base de vie.
- les dépenses liées à la gestion des bennes à déchets
- les dépenses d'exploitation, soit l'entretien des bungalows de la base de vie.

Montant du compte prorata : 1,5 % du montant des travaux.

04.02.05 Nettoyage

L'entrepreneur procédera au nettoyage des revêtements muraux, immédiatement avant la réception des travaux tous corps d'état.

04.02.06 Règles de pose

Les faïences seront posées par collage au ciment colle, bords adoucis et émaillés en rive.

Le jointoiement s'effectuera en ciment blanc.

L'étanchéité entre les baignoires, les bacs à douche et le revêtement faïence sera assurée par un joint souple d'étanchéité spécial, plastique type élastomère appliqué à la pompe.

Le blocage des receveurs de douche sera effectué en béton hydrofuge, avec façon de pente sur les plages, étanchéité périphérique et toutes sujétions.

04.03 DESCRIPTIONS DES OUVRAGES

04.03.01 Installation de chantier

04.03.01.01 Installation de chantier

Installation de chantier conforme aux normes et règlements en vigueur comprenant :

- les installations de protection sécurité et d'hygiène spécifiées sont dû au lot **Plâtrerie - Cloisons modulables**.
- Installation nécessaire à l'entreprise et lié à ces ouvrages. A charge de l'entreprise
- Dépose et évacuation des équipements liés aux travaux du présent Lot.

04.03.01.02 Compte prorata

Compte prorata : 1,5% du montant des travaux.

04.03.01.03 Nettoyage journalier

Prestation obligatoire due par l'entreprise

- Nettoyage quotidien après chaque intervention de son lot.
- Nettoyage et enlèvement systématique de ses déblais en fin d'intervention.

L'entreprise doit le nettoyage quotidien après chaque intervention de son lot, toutefois, en cas de négligence ou défaillance, le Maître d'Oeuvre pourra faire exécuter tous nettoyages complémentaires par une entreprise spécialisée, et ce, à la charge de l'entreprise.

04.03.01.04 Évacuation des déblais

Dispositions générales

L'enlèvement des gravois jusqu'aux décharges devra comprendre :

- le tri y compris stockage dans containers de tri sélectif.
- les chargements et transports en camions, bennes, conteneurs, les autres manutentions incluses dans les ouvrages.
- les droits de décharges éventuels.
- les gravois descendus seront stockés à l'extérieur dans un endroit désigné par le maître d'œuvre en attente d'enlèvement général.
- Remise des documents relatifs à la traçabilité des déchets au maître d'œuvre.

04.03.02 Faïence

04.03.02.01 Système de protection à l'eau sous faïence (SPEC)

Réalisation d'une protection à l'eau, suivant prescriptions du fabricant.

Support :

- Le support devra être sain, propre, dépoussiéré, sec.

Mise en œuvre du système d'étanchéité :

- fourniture et pose du système FERMASEC,
- commencer par les angles et au droit des joints,
- découpage de la bande d'étanchéité BE 14 au niveau des angles,
- marouflage de la bande BE 14 dans le FERMASEC,

- application de la 1er couche à raison de 600 à 700 g/m²,
- après séchage, application d'une 2^{ème} couche perpendiculaire à la 1^{re} (600 à 700 g/m²).

Mise en œuvre du carrelage :

- séchage minimum de 12 heures avant de coller les carreaux avec FERMAFLEX CLASSIC,
- jointoiement avec FERMAJOINT mortier fin non époxydique,
- traitement des joints périphériques avec un joint mastic.

Les coupes, chutes, pièces de raccordement, raccordement au droit des tuyaux d'alimentation et d'évacuation des appareils et toutes sujétions de bonne mise en œuvre sont à la charge du présent lot.

Localisation :

Sous la faïence des sanitaires.

04.03.02.02 Faïence

Faïence suivant articles ci-après :

Mise en œuvre :

- collé suivant les cahiers des prescriptions techniques du CSTB sur supports béton, maçonnerie ou parements plâtre,
- coupes, entailles, tablettage, entailles pour robinetteries et tuyauteries et protection des angles par profil arrondi en acier inox ou PVC,
- plus-value pour habillage de petites surfaces et toutes sujétions de mise en œuvre,
- murs béton seront éventuellement dégraissés et toutes traces d'enduit GS piquées,
- jointoiement au coulis de ciment blanc spécial revêtement mural.

Fourniture et pose de faïence murale :

Pose sur plaque de plâtre et éléments maçonnés sans rattrapage à prévoir, la réception du support par l'entrepreneur est donc très importante.

Pose adhésif à double encollage à plein au mortier colle faisant l'objet d'un avis technique, d'un agrément CSTB et d'un CPT. Sous couche d'imperméabilisation. (voir article spécifique)

L'utilisation sera faite avec l'accord du Maître d'œuvre, engagement et visite sur place du fabricant pour choix des adhésifs suivant les supports.

Joints au mortier HR type weber.joint HR de chez Weber & Broutin (environ 3 mm). Couleur au choix de l'architecte.

Baguette et profil de finition type QUADREC -AC de chez Schuler. (Angle et carreau de tête de la faïence)

Joints silicone autour des appareils sanitaires.

Un dossier complet sera adressé au bureau de contrôle pour acceptation.

Faïence dimension 25*40 de type DIPLOMATIC Coloris au choix de SALONI ou équivalent.

Pose verticale ou horizontale selon choix de l'architecte.

Localisation :

Dans les sanitaires, sur 2 ml de hauteur, suivant plans de l'architecte.

Au droit du lavabo du local ménage. Environ 1.00 m²

04.03.02.03 Calfeutrement

Le présent lot aura, complémentirement au joint mis en place par le plombier ou le menuisier, l'obligation de procéder au calfeutrement entre faïence et appareils par joint étanche de type élastomère.

Joints silicone horizontaux autour des appareils sanitaires verticaux dans les angles.